DV.

CONSEIL D'ETAT - SECTION DE LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
28-12 1988
Vandemeulebroecke
Transmis à MM.
Overgemaakt aan de H.

L. 18.809/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 25 novembre 1988, d'une demande d'avis sur un projet de loi modifiant "la nouvelle loi communale", a donné le 5 décembre 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 november 1988 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de nieuwe gemeentewet", heeft op 5 december 1988 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet modifie la nouvelle loi communale alors que celle-ci n'a pas encore d'effet. L'arrêté royal du 24 juin 1988 portant codification de la loi communale sous l'intitulé "nouvelle loi communale" a été publié au Moniteur belge le 3 septembre 1988; mais, en vertu de l'article 96 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes qui fonde cette codification, celle-ci fait l'objet d'un projet de loi de ratification et le code n'a d'effet qu'à la date de l'entrée en vigueur de la loi qui le ratifie. Le projet de ratification a été déposé sur le Bureau de la Chambre des Représentants le 10 août 1988 (doc. parl. 542/1 - 1988) et examiné par la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique ce 16 novembre.

Il conviendra de fixer l'entrée en vigueur du présent projet en fonction de cette circonstance. Selon l'article 7 du projet de loi ratifiant l'arrêté royal du 24 juin 1988, cette loi n'entrerait en vigueur que "le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel (elle) aura été publiée au Moniteur belge". Selon l'article 12 du présent projet, la loi modifiant la nouvelle loi communale entrerait en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception de trois articles. Il s'impose, dès lors, de ne publier la présente loi en projet qu'après le premier jour du mois qui suivra celui au cours duquel ladite loi de ratification aura elle-même été publiée ou sera entrée en vigueur.

.../...

II. Tenant compte de la régionalisation, l'auteur du projet réorganise en matière budgétaire et comptable l'exercice de la tutelle sur les seules communes dépendant encore quant à l'organisation de cette tutelle et pour certaines d'entre elles quant à l'exercice de cette tutelle, de l'autorité nationale. Mais ce faisant, il restreint aussi à ces seules communes l'application de certaines mesures de tutelle contenues dans la nouvelle loi communale et relatives à ces matières (art. 96, al. 2, 246 à 248 de la nouvelle loi communale).

Le souci de l'auteur du projet de ne pas empiéter sur la compétence des Régions d'organiser elles-mêmes la tutelle sur les autres communes aboutit ainsi à l'effet inverse de celui recherché : non seulement, il crée un vide juridique, mais il empiète sur la compétence des Régions de modifier ou d'abroger, pour ce qui les concerne, les dispositions de la nouvelle loi communale (v. Rapport fait au nom de la Commission de la Chambre des Représentants, le 25 novembre 1988 - Doc. parl. 542/2 - 1988, p. 3).

Comme les Régions n'ont encore pris aucun décret organisant la tutelle en matière budgétaire et comptable, il aurait été utile de maintenir les dispositions de la nouvelle loi communale réglant la tutelle dans ce domaine.

Toutefois, il ressort d'une information communiquée par l'un des délégués du Gouvernement que celui-ci a l'intention de déposer, en séance publique de la Chambre des Représentants, un amendement à l'article 2, points 2, 27, 33, 36, 38 et 41, du projet de loi de ratification de la nouvelle loi communale, amendement qui serait libellé comme suit :

"A l'article 2, ajouter au point 27 in fine, les mots suivants : "à l'exception des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle administrative, dans la mesure toutefois où l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 le requiert, pour ce qui concerne les communes non visées à l'article 7, alinéa 2, de la même loi"".

L'article 2 précité abroge au point 27 la loi communale du 30 mars 1836. L'amendement tendra à maintenir en vigueur pour les communes sur lesquelles les Régions organisent la tutelle toutes les dispositions relatives à cette tutelle dans la mesure où elles n'auront pas été modifiées ou abrogées par les Régions. Le but est de procéder ensuite au "nettoyage" de la nouvelle loi communale, sans attendre que les Régions prennent des décrets réglant l'organisation de la tutelle.

La Commission de l'Intérieur de la Chambre des Représentants qui a examiné le projet de loi de ratification et l'a adopté à l'unanimité, n'a pas été saisie de cet amendement, bien que son idée apparaisse en filigrane dans les déclarations du ministre de l'Intérieur :

> "Pour la loi spéciale du 8 août 1988, deux possibilités s'offraient. La première consistait à vérifier, article par article, ce qui avait été fait jusqu'à présent au niveau de chaque Région et à l'insérer dans la codification. Elle n'a cependant pas été retenue.
>
> La seconde solution revient à ne retenir que les dispositions nationales dans la codification. Ces dispositions concernent la tutelle exercée sur une vingtaine de communes, celles de la Région de langue allemande, les communes périphériques ainsi que Comines-Warneton et Fourons. Cela implique, dès lors,

que chaque Région devra compléter cette codification "nationale", au moyen d'un décret, par un chapitre reprenant le règlement de la tutelle qui lui est propre.

Ce n'est que lorsque ce chapitre aura été établi que les trois Régions pourront considérer leur codification comme étant complète et définitive. Jusqu'au moment où ce travail aura été réalisé, les compétences régionales qui n'auront pas encore fait l'objet d'un décret resteront régies par l'ancienne loi communale. Il faut signaler que la Région wallonne a déjà pris une initiative en ce sens.

Dans sa forme actuelle, la codification reprend les dispositions organisant la tutelle qui datent d'avant la régionalisation. Il s'agira tout au plus de remplacer 25 articles par la réglementation qui est applicable en matière de tutelle aux vingt communes précitées".

Si l'amendement est adopté, l'observation générale qui vient d'être faite au sujet de l'utilité de maintenir dans la nouvelle loi communale les dispositions réglant la tutelle en matière budgétaire et comptable, ne pourrait plus se justifier.

On ne peut cependant s'empêcher de penser qu'un tel amendement compliquera singulièrement la tâche des praticiens de la loi communale qui devront travailler avec trois outils différents : la nouvelle loi communale, l'ancienne loi communale et les décrets organisant la tutelle. Cela rend en outre la codification de la loi communale inutile sur certains points, alors qu'elle avait l'avantage de faciliter la connaissance et la consultation de la matière.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

Il ne semble pas se justifier de ne plus définir l'objet du rapport qui doit être fait, alors que l'exposé des motifs en définit certains éléments uniquement pour les comptes. Par ailleurs, il serait bon de préciser qu'il doit s'agir d'un rapport à la fois écrit et oral. En outre, le texte est équivoque dans la mesure où il prévoit un rapport écrit à la fois sur le budget et les comptes, mais aussi sur les modifications budgétaires (alinéa 3), alors que la présentation orale (alinéa 1er) ne semble être prévue que sur le budget et les comptes. Enfin, le texte ne présente pas clairement le déroulement chronologique de la procédure à suivre.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

L'article 96 de la nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante :

"Article 96. Au plus tard sept jours francs avant la séance au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque conseiller communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou du projet de comptes, accompagné chaque fois d'un rapport.

Le projet est établi dans la forme prescrite et est accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

.../...

Le rapport comporte une synthèse du projet, une situation de l'administration et des affaires de la commune ainsi que tous éléments utiles d'information. En outre, celui qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Le jour et l'heure de la séance du conseil sont annoncés au moins cinq jours francs avant la séance, par voie d'affichage.

La séance du conseil communal est publique.

Avant que le conseil délibère, le collège des bourgmestres et échevins lui expose le contenu du rapport".

Article 2.

Paragraphe 1er.

Il y a lieu d'écrire : "Les articles 117 et 118 de la même loi ..."

La remarque vaut pour les articles 3 à 10.

Il serait plus clair de consacrer un paragraphe distinct à chacune des deux modifications contenues au paragraphe 1er.

Le texte en projet recourt à la notion d'"ordonnance". Le sens de ce mot ne sera établi que lorsqu'aura été adoptée la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises.

.../...

Aussi est-il préférable de remplacer le mot "ordonnance" par les mots "une règle visée à l'article 26bis de la Constitution".

Le texte du paragraphe 2 serait dès lors le suivant :

"Dans l'article 118, alinéa 2, les mots "le décret ou une règle visée à l'article 26bis de la Constitution ... (la suite comme au projet)".

Le paragraphe 2 devient, dès lors, le paragraphe 3 qui n'appelle aucune observation.

Paragraphe 3 (devenant paragraphe 4).

Il est proposé de rédiger l'intitulé du chapitre Ier comme suit :

"Chapitre Ier. Des attributions des communes en général".

Il y a lieu de souligner qu'à l'article 117, § 1er, en projet, auquel correspond l'article 50 du décret du 14 décembre 1789, le mot "notamment" a été ajouté pour manifester que les fonctions propres au pouvoir communal ne sont enumérées qu'à titre d'exemple. Le souci paraît être de respecter le prescrit des articles 31 et 108, alinéa 2, 2°, de la Constitution réservant aux conseils communaux tout ce qui est d'intérêt communal.

Afin de regrouper en un ensemble cohérent les missions de police administrative générale des communes, il est proposé d'insérer le dernier membre de phrase de l'article 117, paragraphe 1er, en projet au paragraphe 2.

.../...

Le texte de l'article 117, § 1er, serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Article 117, § 1er. Les attributions des communes sont notamment : de régir les biens et revenus de la commune; ... (la suite comme au projet jusqu'à "ou qui sont particulièrement destinés à l'usage de ses habitants")".

Le paragraphe 2, 2°, de l'article en projet prévoit notamment qu'aux corps communaux incombe "le soin de réprimer et de punir les délits...".

Le pouvoir de la commune de punir les infractions à ses règlements de police est prévu par l'article 120 de la nouvelle loi communale. Par ailleurs, tout délit est puni selon les procédures organisées par la loi devant des juridictions qu'elle a instituées. Il se recommande de ne pas ranger le pouvoir de punir parmi les compétences de la commune.

Le début du 2° du paragraphe 2 de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"2° le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique ... (la suite comme au projet)".

Le paragraphe 2, 5°, de l'article en projet réserve la circonstance où la matière peut être exclue de la compétence des autorités communales. Il est proposé de généraliser cette réserve à l'ensemble du texte; cette méthode a l'avantage d'éviter que, si une des matières

.../...

visées par le texte était appréhendée par une loi ou un décret, cette loi ou ce décret n'abroge implicitement la nouvelle loi communale sur ce point; la compétence des autorités communales serait simplement mise en veilleuse et pourrait trouver à nouveau à s'exercer si la matière n'était plus réglée par une loi ou un décret (1).

Le texte suivant est proposé pour l'article 117, § 2, en projet :

"§ 2. De même, les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Plus particulièrement, et dans la mesure où la matière n'est pas exclue de la compétence des communes, les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des communes sont :

1° ... (comme au projet) ;

2° le soin de réprimer les atteintes contre la tranquillité publique ... (la suite comme au projet);

.../...

(1) A noter que les dispositions légales prises dans les matières visées dans cet article 117, § 2, disposent généralement expressément qu'elles ne préjudicient pas aux attributions des communes en la matière (voyez notamment loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, art. 18 ; loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, de volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 précitée (art. 15) ; loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure (art. 32 modifiant le décret des 16-24 août 1790, art. 3, 4°) ; loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (art. 23).

3° ... (comme au projet);

4° ... (comme au projet);

5° le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties;

6° ... (comme au projet)".

Article 4.

Il ressort de l'exposé des motifs que c'est pour échapper aux critiques d'illégalité dont l'arrêté du Régent du 10 février 1945 a fait l'objet que l'article 239 de la nouvelle loi communale devrait être modifié.

On peut toutefois se demander si le nouveau texte proposé ne contient pas une habilitation donnée au Roi en termes trop généraux, notamment lorsqu'il vise les règles "relatives aux fonctions de leurs comptables".

.../...

Il va de soi qu'en s'exprimant en termes généraux, le législateur ne peut pas autoriser le Roi à empiéter sur les compétences qui sont réservées par la Constitution et par la loi aux communes et à leurs organes.

Il y aurait lieu, en tout cas, de modifier la fin du texte en projet en tant qu'il vise les "fonctions de leurs comptables", le Roi ne pouvant que régler les modalités techniques d'exercice de leurs fonctions.

De plus, selon le délégué du Gouvernement, les comptables visés dans l'article en projet seraient le receveur communal et le receveur des régies communales éventuelles. Il y a lieu, dès lors, de remplacer le mot "comptables" par ceux de "receveur communal (ou régional)"et "receveur des régies communales".

Article 5.

L'article 5 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 5.-

L'article 240 de la nouvelle loi communale est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 240. Au cours du premier trimestre de chaque année, le conseil communal se réunit pour procéder au règlement provisoire des comptes annuels de l'exercice précédent.

Ces comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultat et le bilan".

.../...

Le paragraphe 2 en projet doit être omis et figurer sous l'article 8.

La même observation vaut pour l'article 6, paragraphe 2.

Article 7.

La publication du budget et des comptes peut, en fait, s'opérer de deux manières : ou les documents sont publiés feuille par feuille sur des panneaux aménagés à cet effet, ce qui paraît peu pratique, ou les documents sont présentés aux lieux communs d'affichage, de telle sorte que la première page seule soit lisible, ce qui rend la publication illusoire.

Il serait préférable de prévoir, comme le fait l'article 242 de la nouvelle loi communale, que les budgets et les comptes des communes soient déposés à la maison communale où quiconque peut en prendre connaissance.

En outre, il faudrait afficher un avis avertissant les habitants de la commune, du dépôt du budget à la maison communale et de la possibilité pour eux d'en prendre connaissance.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

L'article 242 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 242. § 1er. Les budgets et les comptes des communes sont déposés à la maison communale où quiconque peut toujours en prendre connaissance sans déplacement.

Cette possibilité de consultation est rappelée par voie d'affiches apposées à la diligence du collège des bourgmestre et échevins dans le mois qui suit l'adoption des budgets et des comptes par le conseil communal. La durée de l'affichage ne peut être inférieure à dix jours.

§ 2. L'article 242, alinéa 3, de la nouvelle loi communale est abrogé".

Article 8.

Au lieu d'être remplacé, l'article 246 doit être maintenu pour les raisons exposées dans l'observation générale II.

Il doit être complété par une disposition fusionnant le paragraphe 2 de l'article 5 et le paragraphe 2 de l'article 6.

Le paragraphe 2 de l'article 5 du projet reprend la disposition contenue à l'article 240, alinéa 1, mais en la modifiant et en la restreignant aux seules communes sur lesquelles l'autorité nationale réglemente encore sa tutelle. La même constatation vaut pour le paragraphe 2 de l'article 6 qui reprend le texte de l'article 241, alinéa 1.

.../...

Dans l'un et l'autre des deux paragraphes précités, la référence à l'autorité de tutelle "visée à l'article 244, § 1er", est inexacte, l'autorité de tutelle pour ces communes étant comme il est précisé à l'article 244, § 3, la députation permanente du conseil provincial.

De plus, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 août 1988 portant notamment modification de la loi communale, les compétences en matière de tutelle administrative qui, en principe, sont attribuées à la députation permanente sont, en vertu de l'article 88ter, § 1er, inséré dans la loi communale par l'article 7 de la loi précitée, non plus exercées par la députation permanente, mais par le gouverneur de province pour ce qui concerne les communes de Comines-Warneton et de Fourons, l'approbation ne pouvant être refusée, suivant le paragraphe 2, que de l'avis conforme et motivé du collège des gouverneurs.

Pour l'article 8, le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

L'article 246 de la nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante :

"Article 246. Pour les communes de la région de langue allemande, les communes énumérées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les comptes et le budget sont transmis à l'autorité de tutelle visée à l'article 244, § 3, dans le mois de leur adoption par le conseil communal.

.../...

Pour les communes de Comines-Warneton et de Fourons, ils sont transmis à l'autorité de tutelle visée à l'article 88ter de la loi communale inséré par l'article 7 de la loi du 9 août 1988 portant notamment modification de la loi communale""(1).

Article 9.

Puisque, suivant l'observation générale II, l'article 247 de la nouvelle loi communale devrait être maintenu, il convient de le compléter par une disposition concernant les communes sur lesquelles l'autorité nationale exerce encore la tutelle.

Il y a lieu, toutefois, d'avoir égard à l'observation faite sous l'article 8 concernant les modifications apportées par la loi du 9 août 1988 à la tutelle exercée sur les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

L'article 247 de la nouvelle loi communale serait donc complété par la disposition suivante :

"Pour les communes de la région de langue allemande ... coordonnées le 18 juillet 1966, lorsque, par suite de circonstances imprévues ...(la suite comme au projet).

.../...

(1) Dans le texte définitif de la nouvelle loi communale à déposer par le Gouvernement, il y aura lieu de préciser la référence.

Pour les communes de Comines-Warneton et de Fourons, l'administration communale en fera l'objet d'une demande spéciale à l'autorité de tutelle visée à l'article 88ter de la loi communale inséré par l'article 7 de la loi du 9 août 1988 portant notamment modification de la loi communale".

Article 10.

Le paragraphe 1er formule une interdiction de manière catégorique : aucun article des dépenses ne peut être dépassé et aucun transfert ne peut avoir lieu. L'actuel article 248 dispose, en son alinéa 2, que ces opérations ne peuvent avoir lieu sans le consentement exprès de l'autorité de tutelle.

Le projet n'organise plus cette possibilité de dérogation qu'en faveur des communes dépendant encore de l'autorité de tutelle nationale.

La même observation que celle formulée précédemment doit être faite (vide juridique et empiètement sur la compétence des Régions).

Il conviendrait, par conséquent, de maintenir le texte de l'actuel article 248, alinéa 2, jusqu'à ce que chaque Région ait elle-même réglé l'organisation de sa tutelle, mais il faudrait que le paragraphe 3 fût adapté pour tenir compte des modifications apportées à la tutelle sur les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

.../...

L'article 248 se présenterait comme suit :

"§ 1er. Aucun article des dépenses du budget ne peut être dépassé, et aucun transfert ne peut avoir lieu.

§ 2. Néanmoins, lorsque, à la clôture d'un exercice, certaines allocations sont grevées d'engagements régulièrement et effectivement contractés en faveur des créanciers de la commune, la partie d'allocation nécessaire pour solder la dépense est transférée à l'exercice suivant par décison du collège des bourgmestre et échevins, qui sera annexée au compte de l'exercice clos.

Il peut être disposé des allocations ainsi transférées sans nouvelle intervention du conseil communal.

§ 3. Pour les communes de la région de langue allemande, les communes énumérées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, la députation permanente du conseil provincial peut en outre autoriser des dépassements d'articles de dépenses du budget et d'autres transferts que ceux visés au paragraphe 2.

Pour les communes de Comines-Warneton et de Fourons, l'autorité compétente pour autoriser les dépassements et les transferts prévus à l'alinéa 1er, est l'autorité de tutelle

.../...

visée à l'article 88ter de la loi communale, inséré par l'article 7 de la loi du 9 août 1988 portant notamment modification de la loi communale.

Il peut être disposé des allocations transférées en vertu du paragraphe 2 sans l'autorisation de la députation permanente ou de l'autorité de tutelle visée à l'article 88ter de la loi communale inséré par l'article 7 de la loi du 9 août 1988 portant notamment modification communale".

Article 11.

Il convient de compléter l'article en projet par le texte suivant :

"3° dans le titre Ier de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, le chapitre VI, Règlements de police communaux, contenant l'article 10".

Article 12.

Sous réserve de l'observation générale II, il est proposé de rédiger le paragraphe 1er de l'article en projet comme suit :

.../...

"Article 12.-

§ 1er. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception de :

1° l'article 3;
2° l'article 5;
3° l'article 9.

§ 2. ...(la suite comme au projet)".

Pour le paragraphe 3, le texte suivant est proposé :

"§ 3. Le Roi peut, pour les communes dont le conseil communal en aura fait la demande par une délibération communiquée au gouverneur de province au plus tard le 1er juillet de l'année qui précède la date proposée, arrêter une date anticipée d'entrée en vigueur, cette date devant être le 1er janvier d'une des années 1990 à 1994".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp wijzigt de nieuwe gemeentewet hoewel deze nog geen uitwerking heeft. Het koninklijk besluit van 24 juni 1988 tot codificatie van de gemeentewet onder het opschrift "Nieuwe gemeentewet", is op 3 september 1988 bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, maar krachtens artikel 96 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, dat aan deze codificatie ten grondslag ligt, wordt de codificatie vastgesteld in een ontwerp van bekrachtigingswet en heeft het wetboek eerst uitwerking de dag waarop de wet die het bekrachtigt, in werking treedt. Het ontwerp van bekrachtigingswet is op 10 augustus 1988 in de Kamer van Volksvertegenwoordigers ter tafel gelegd (Gedr. St. 542/1-1988) en op 16 november 1988 onderzocht door de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

Het zal zaak zijn om de inwerkingtreding van het onderhavige ontwerp te bepalen met inachtneming van deze omstandigheid. Volgens artikel 7 van het wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 24 juni 1988 treedt deze wet pas in werking "de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt". Volgens artikel 12 van het onderhavige ontwerp treedt de wet tot wijziging van de nieuwe gemeentewet in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van drie artikelen. Het is derhalve noodzakelijk de onderhavige ontworpen wet pas bekend te maken na de eerste dag van de maand volgend op die waarin de bewuste bekrachtigingswet zelf zal zijn bekendgemaakt of in werking zal zijn getreden.

.../...

II. De steller van het ontwerp, die daarbij de gewestvorming in gedachten heeft gehouden, reorganiseert ter zake van de begroting en de boekhouding de uitoefening van het toezicht op alleen die gemeenten die wat de regeling van dat toezicht betreft nog onder de nationale overheid ressorteren, en dan nog wat de uitoefening van dat toezicht betreft alleen voor enkele van die gemeenten. Meteen beperkt hij echter ook tot alleen die gemeenten de toepassing van bepaalde maatregelen inzake toezicht die vervat zijn in de nieuwe gemeentewet en betrekking hebben op die aangelegenheden (artikelen 96, tweede lid, 246 tot 248 van de nieuwe gemeentewet).

Het streven van de steller van het ontwerp om geen inbreuk te maken op de bevoegdheid van de Gewesten om zelf het toezicht op de overige gemeenten te regelen, heeft dus een averechts gevolg : niet alleen veroorzaakt het een rechtsvacuüm, maar het doet ook afbreuk aan de bevoegdheid van de Gewesten om voor datgene wat tot hun terrein behoort de bepalingen van de nieuwe gemeentewet te wijzigen of op te heffen (zie het namens de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 25 november 1988 uitgebrachte verslag - Gedr. St. 542/2 - 1988, blz. 3).

Daar immers de Gewesten nog geen enkel decreet tot regeling van het toezicht inzake begroting en boekhouding hebben uitgevaardigd, zou het nuttig zijn geweest de bepalingen van de nieuwe gemeentewet die het toezicht in dezen regelen, in stand te houden.

Uit een inlichting verschaft door een van de gemachtigden van de Regering blijkt evenwel dat deze voornemens is om in de algemene vergadering van de Kamer van

Volksvertegenwoordigers een amendement in te dienen op artikel 2, punten 2, 27, 33, 36, 38 en 41, van het ontwerp van wet tot bekrachtiging van de nieuwe gemeentewet, welk amendement als volgt zou luiden :

"In artikel 2 zouden onder punt 27 in fine de volgende woorden moeten worden toegevoegd : "met uitzondering van de bepalingen aangaande de organisatie van het administratief toezicht, voor zover echter artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zulks vereist, wat de gemeenten betreft die niet bedoeld zijn in artikel 7, tweede lid, van dezelfde wet"".

Het voormelde artikel 2 heft in punt 27 de gemeentewet van 30 maart 1836 op. Het amendement zal erop gericht zijn om wat de gemeenten betreft ten aanzien waarvan de Gewesten het toezicht regelen, alle bepalingen aangaande dat toezicht in stand te houden, voor zover zij niet gewijzigd of opgeheven zullen zijn door de Gewesten. Hierbij zit de bedoeling voor om vervolgens tot een "schoonmaak" van de nieuwe gemeentewet te komen, zonder te wachten totdat de Gewesten decreten tot regeling van het toezicht uitvaardigen.

De Commissie voor de Binnenlandse Zaken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, die het ontwerp van bekrachtigingswet heeft onderzocht en het eenparig heeft goedgekeurd, heeft dat amendement niet voorgelegd gekregen, hoewel de idee ervan in de verklaringen van de Minister van Binnenlandse Zaken doorschemert :

.../...

"Voor de bijzondere wet van 8 augustus 1988 zijn er twee mogelijkheden. De eerste komt erop neer artikelsgewijze na te gaan wat totnogtoe op het vlak van ieder Gewest werd gedaan en het in de codificatie op te nemen. Die mogelijkheid werd echter niet gehanteerd.

De tweede mogelijkheid komt erop neer dat alleen de nationale bepalingen in de codificatie worden behouden. Die bepalingen betreffen het toezicht op een twintigtal gemeenten : die van het Duitstalige Gewest, de randgemeenten, alsmede Komen-Waasten en Voeren. Een en ander impliceert derhalve dat ieder Gewest die "nationale" codificatie door middel van een decreet aanvult met een hoofdstuk inzake de regeling van het toezicht die eigen is aan dat Gewest.

Pas wanneer genoemd hoofdstuk opgesteld is, zullen de drie Gewesten hun codificatie als volledig en definitief kunnen beschouwen. Zolang die taak niet rond is, blijft voor de gewestelijke bevoegdheden, waarvoor nog geen decreet werd goedgekeurd, de vroegere gemeentewet van kracht. Hierbij zij evenwel aangestipt dat het Waalse Gewest reeds een dergelijk initiatief genomen heeft.

In haar huidige vorm neemt de codificatie de bepalingen betreffende de organisatie van het toezicht over die van voor de gewestvorming dateren. Men zal dus ten hoogste 25 artikelen dienen te vervangen voor de regeling die inzake toezicht op de twintig voormelde gemeenten toepasselijk is".

Wordt het amendement aangenomen, dan is er geen grond meer voor de zoëven gemaakte algemene opmerking in verband met het nut om in de nieuwe gemeentewet de bepalingen tot regeling van het toezicht inzake begroting en boekhouding, in stand te houden.

Toch ontkomt men niet aan de gedachte dat een zodanig amendement de taak van hen die de gemeentewet in praktijk brengen aardig wat zal bemoeilijken. Zij zullen namelijk met drie verschillende instrumenten moeten wer-

ken : de nieuwe gemeentewet, de vroegere gemeentewet en de decreten tot regeling van het toezicht. Dat maakt bovendien codificatie van de gemeentewet op een aantal punten overbodig, ofschoon zij het voordeel bood de kennis en het inzien van de stof te vergemakkelijken.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het lijkt niet verantwoord het onderwerp niet meer te omschrijven van het uit te brengen verslag, terwijl de memorie van toelichting bepaalde gegevens ervan definieert, maar dan alleen voor de rekeningen. Het zou overigens goed zijn te preciseren dat het moet gaan om een verslag dat zowel schriftelijk als mondeling wordt uitgebracht. Bovendien is de tekst onduidelijk in zoverre hij een schriftelijk verslag voorschrijft zowel over de begroting als over de rekeningen, maar ook over de begrotingswijzigingen (derde lid), terwijl de mondelinge voordracht (eerste lid) blijkbaar alleen voorgeschreven wordt met betrekking tot de begroting en de rekeningen. Ten slotte geeft de tekst niet duidelijk het chronologische verloop van de te volgen procedure aan.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 96 van de nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"Artikel 96. Uiterlijk zeven vrije dagen vóór de vergadering gedurende welke de gemeenteraad dient te beraadslagen over de begroting, over een begrotingswijziging of over de rekeningen, doet het college aan elk gemeenteraadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van het ontwerp van rekeningen, telkens vergezeld van een verslag.

Het ontwerp wordt opgemaakt in de voorgeschreven vorm en gaat vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor zijn definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft.

Het verslag bevat een synthese van het ontwerp, een overzicht van de toestand van het bestuur en van de gemeentezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de begroting het algemeen en financieel beleid van de gemeente aan en geeft het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Dag en uur van de vergadering van de raad worden ten minste vijf vrije dagen vóór de vergadering door aanplakking aangekondigd.

De vergadering van de gemeenteraad is openbaar.

Vooraleer de raad beraadslaagt, geeft het college van burgemeester en schepenen een toelichting bij de inhoud van het verslag".

.../...

Artikel 2.

Paragraaf 1.

Er dient te worden geschreven : "De artikelen 117 en 118 van dezelfde wet ...".

Eenzelfde opmerking geldt voor de artikelen 3 tot 10.

De tekst zou duidelijker zijn indien aan elke in paragraaf 1 opgenomen wijziging een afzonderlijke paragraaf werd gewijd.

De ontwerp-tekst werkt met het begrip "ordonnantie". Die term zal maar een vaste betekenis hebben als de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen aangenomen zal zijn.

Het is dan ook verkieslijk het woord "ordonnantie" te vervangen door de woorden "een regel als bedoeld in artikel 26bis van de Grondwet.

De tekst van paragraaf 2 zou dan als volgt luiden :

"In artikel 118, tweede lid, worden de woorden "Alleen in de gevallen bij de wet uitdrukkelijk bepaald" vervangen door de woorden "Alleen in de gevallen uitdrukkelijk bepaald bij de wet, het decreet of een regel als bedoeld in artikel 26bis van de Grondwet".

Paragraaf 2 wordt dan paragraaf 3; hierbij zijn geen opmerkingen te maken.

.../...

Paragraaf 3 (die paragraaf 4 wordt).

Voorgesteld wordt het opschrift van hoofdstuk I als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk I. Bevoegdheden van de gemeenten in het algemeen".

Er dient te worden op gewezen dat in het ontworpen artikel 117, § 1, waarmee artikel 50 van het decreet van 14 december 1789 overeenkomt, het woord "inzonderheid" is toegevoegd om duidelijk aan te geven dat de eigen taken van het gemeentebestuur slechts bij wijze van voorbeeld worden opgesomd. Hoofdbekommernis lijkt te zijn geweest het in acht nemen van het voorschrift van de artikelen 31 en 108, tweede lid, 2°, van de Grondwet dat alles wat van gemeentelijk belang is door de gemeenteraden wordt geregeld.

Opdat de taken van algemene administratieve politie van de gemeenten in een samenhangend geheel zouden zijn opgenomen, wordt voorgesteld het laatste zinsdeel van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 117 in paragraaf 2 in te voegen.

De tekst van artikel 117, § 1, zou dan beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 117, § 1. Tot de bevoegdheden van de gemeenten behoren inzonderheid : het beheer van de goederen en inkomsten van de gemeente; ...(voorts zoals in het ontwerp tot "of die in het bijzonder bestemd zijn voor het gebruik van haar inwoners")".

.../...

Paragraaf 2, 2°, van het ontworpen artikel bepaalt onder meer dat het gemeentebestuur instaat voor "het tegengaan en straffen van inbreuken op ...".

De bevoegdheid van de gemeente om de overtredingen van haar politieverordeningen te straffen is geregeld in artikel 120 van de nieuwe gemeentewet. Overigens wordt ieder misdrijf volgens de door de wet georganiseerde procedures gestraft voor door haar ingestelde gerechten. Het is geraden de bevoegdheid tot straffen niet onder te brengen bij de bevoegdheden van de gemeente.

Het begin van de tekst onder 2° van paragraaf 2 van het ontworpen artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° het tegengaan van inbreuken op de openbare rust ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 2, 5°, van het ontworpen artikel maakt voorbehoud voor het geval dat de aangelegenheid aan de bevoegdheid van de gemeenteoverheden kan zijn onttrokken. Voorgesteld wordt dat voorbehoud te doen spelen voor de hele tekst; die werkwijze heeft het voordeel te voorkomen dat, als een van de door de tekst bedoelde aangelegenheden door een wet of een decreet aan zich zou worden getrokken, die wet of dat decreet de nieuwe gemeentewet op dat stuk impliciet zou opheffen; de bevoegdheid van de gemeenteoverheden zou gewoon op een laag pitje gezet worden en zou

.../...

opnieuw ten volle uitgeoefend kunnen worden als de aangelegenheid niet langer door een wet of door een decreet geregeld zou zijn (1).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 117, § 2 :

"§ 2. De gemeenten hebben ook tot taak het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen.

Meer bepaald, en voor zover de aangelegenheid niet buiten de bevoegdheid van de gemeenten is gehouden, worden de volgende zaken van politie aan de waakzaamheid en het gezag van de gemeenten toevertrouwd :

.../...

---

(1) Wetsbepalingen die worden uitgevaardigd in aangelegenheden als bedoeld in dit artikel 117, § 2, stellen doorgaans uitdrukkelijk dat zij geen afbreuk doen aan de bevoegdheden van de gemeenten ter zake (zie onder meer de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, art. 18; de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild, en tot wijziging van de eerdervermelde wet van 5 september 1952 (art. 15); wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen (art. 32 dat het decreet van 16-24 augustus 1790, art. 3, 4°, wijzigt); wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten (art. 23).

1° ... (zoals in het ontwerp);

2° het tegengaan van inbreuken op de openbare rust ... (voorts zoals in het ontwerp);

3° ... (zoals in het ontwerp);

4° ... (zoals in het ontwerp);

5° het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötieën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

6° ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

Blijkens de memorie van toelichting zou artikel 239 van de nieuwe gemeentewet gewijzigd moeten worden om te ontkomen aan het wettigheidsbezwaar dat geopperd is tegen het besluit van de Regent van 10 februari 1945.

Men kan zich evenwel afvragen of de machtiging die in de voorgestelde nieuwe tekst aan de Koning wordt gegeven, niet in te algemene bewoordingen is gesteld, inzonderheid waar de tekst verwijst naar de voorschriften "betreffende de taken van hun rekenplichtigen".

.../...

Het spreekt vanzelf dat wanneer de wetgever zich in algemene bewoordingen uitdrukt, hij de Koning niet kan machtigen inbreuk te maken op de bevoegdheden die de Grondwet en de wet aan de gemeenten en hun organen hebben voorbehouden.

In ieder geval zou het slot van de ontworpen tekst moeten worden gewijzigd, in zover hij verwijst naar de "taken van hun rekenplichtigen", aangezien de Koning alleen de technische regels inzake de uitoefening van hun taken kan bepalen.

Bovendien zouden, volgens de gemachtigde van de Regering, de in het ontworpen artikel bedoelde rekenplichtigen de gemeenteontvanger en de ontvanger van de eventuele gemeentebedrijven zijn. Het woord "rekenplichtigen" dient derhalve te worden vervangen door de woorden "gemeenteontvanger (of gewestelijke ontvanger)" en "ontvanger van de gemeentebedrijven".

Artikel 5.

Het ontworpen artikel 5 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

Artikel 240 van de nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Artikel 240. De gemeenteraad vergadert in de loop van het eerste kwartaal van ieder jaar om de rekeningen van het voorgaande dienstjaar voorlopig vast te stellen.

.../...

Die rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans".

De ontworpen paragraaf 2 moet hier weg en moet onder artikel 8 komen.

Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 6, paragraaf 2.

Artikel 7.

Bekendmaking van de begroting en van de rekeningen kan eigenlijk op tweeërlei wijze geschieden : ofwel worden de stukken blad per blad bekendgemaakt op daartoe ingerichte borden hetgeen niet erg praktisch lijkt, ofwel worden ze op de gebruikelijke aanplakplaatsen voorgesteld derwijze dat alleen het eerste blad kan worden gelezen, en dat maakt de bekendmaking veeleer illusoir.

Het is verkieslijk voor te schrijven, zoals artikel 242 van de nieuwe gemeentewet doet, dat de begrotingen en rekeningen van de gemeenten neergelegd worden op het gemeentehuis, waar eenieder er kennis kan van nemen.

.../...

Bovendien zou er een bericht moeten worden aangeplakt waarbij de inwoners in kennis worden gesteld van de neerlegging van de begroting op het gemeentehuis en van de mogelijkheid die hun is geboden om er kennis van te nemen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

Artikel 242 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 242. § 1. De begrotingen en rekeningen van de gemeenten worden neergelegd op het gemeentehuis, waar eenieder er altijd ter plaatse kennis van kan nemen.

Op die mogelijkheid van inzage wordt gewezen door middel van aanplakbiljetten die door de zorg van het college van burgemeester en schepenen worden aangebracht binnen een maand nadat de begrotingen en rekeningen door de gemeenteraad zijn aangenomen. Dat bericht blijft ten minste tien dagen aangeplakt.

§ 2. Artikel 242, derde lid, van de nieuwe gemeentewet wordt opgeheven".

Artikel 8.

Om de in de algemene opmerking II uiteengezette redenen moet artikel 246 niet vervangen maar integendeel behouden worden.

.../...

Wel dient het te worden aangevuld met een bepaling die paragraaf 2 van artikel 5 en paragraaf 2 van artikel 6 ineenwerkt.

Paragraaf 2 van artikel 5 van het ontwerp neemt de bepaling van artikel 240, eerste lid, over maar het wijzigt ze en beperkt ze tot de gemeenten ten aanzien waarvan de nationale overheid haar toezicht nog regelt. Hetzelfde valt te constateren voor paragraaf 2 van artikel 6, die de tekst van artikel 241, eerste lid, overneemt.

De in beide voornoemde paragrafen voorkomende verwijzing naar de toezichthoudende overheid "bedoeld in artikel 244, § 1" is onjuist want voor die gemeenten is de toezichthoudende overheid, zoals gepreciseerd is in artikel 244, § 3, de bestendige deputatie van de provincieraad.

Bovendien is het zo dat sedert de inwerkingtreding van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging onder meer van de gemeentewet de bevoegdheden ter zake van administratief toezicht die in beginsel opgedragen zijn aan de bestendige deputatie, ten aanzien van de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, krachtens het bij artikel 7 van de voornoemde wet in de gemeentewet ingevoegde artikel 88ter, § 1, niet langer worden uitgeoefend door de bestendige deputatie maar door de gouverneur van de provincie, waarbij de goedkeuring, volgens paragraaf 2, niet dan op eensluidend en met redenen omkleed advies van het college van gouverneurs kan worden geweigerd.

.../...

Voor artikel 8 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 8.-

Artikel 246 van de nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 246. Voor de gemeenten van het Duitse taalgebied, de gemeenten opgenoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, worden de rekeningen en de begroting toegezonden aan de in artikel 244, § 3, bedoelde toezichthoudende overheid binnen een maand nadat ze door de gemeenteraad zijn aangenomen.

Voor de gemeenten Komen-Waasten en Voeren worden ze toegezonden aan de toezichthoudende overheid die bedoeld is in artikel 88ter van de gemeentewet, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging onder meer van de gemeentewet"" (1).

Artikel 9.

Nu artikel 247 van de nieuwe gemeentewet blijkens de algemene opmerking II behouden moet worden, is het nodig dit artikel aan te vullen met een bepaling betreffende de gemeenten ten aanzien waarvan het toezicht nog uitgeoefend wordt door de nationale overheid.

.../...

---

(1) In de door de Regering in te dienen definitieve tekst van de nieuwe gemeentewet zal die verwijzing gepreciseerd moeten worden.

Er moet daarbij echter gelet worden op hetgeen bij artikel 8 is opgemerkt in verband met de wijzigingen die de wet van 9 augustus 1988 heeft aangebracht inzake het toezicht over de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.

Artikel 247 van de nieuwe gemeentewet zou dus worden aangevuld met een bepaling als volgt :

"Voor de gemeenten van het Duitse taalgebied ... gecoördineerd op 18 juli 1966, wanneer ten gevolge van onvoorziene omstandigheden ... (voorts zoals in het ontwerp).

Voor de gemeenten Komen-Waasten en Voeren richt het gemeentebestuur daartoe een bijzondere aanvraag aan de toezichthoudende overheid die bedoeld is in artikel 88ter van de gemeentewet, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging onder meer van de gemeentewet".

Artikel 10.

In paragraaf 1 wordt op categorische wijze een verbod geformuleerd : geen artikel van de uitgaven mag worden overschreden en geen overschrijving mag geschieden. Het huidige artikel 248 bepaalt in het tweede lid dat zulke verrichtingen niet mogen geschieden dan met uitdrukkelijke toestemming van de toezichthoudende overheid.

.../...

Het ontwerp voorziet in die mogelijkheid tot afwijking alleen nog ten gunste van de gemeenten welke nog onder de nationale toezichthoudende overheid ressorteren.

Hier moet een opmerking worden herhaald die reeds eerder is gemaakt (rechtsvacuüm en inbreuk op de bevoegdheden van de Gewesten).

De tekst van het huidige artikel 248, tweede lid, moet bijgevolg behouden blijven totdat ieder Gewest zelf zijn eigen toezicht heeft georganiseerd maar paragraaf 3 zou wel moeten worden aangepast opdat rekening wordt gehouden met de wijzigingen die tot stand gebracht zijn ter zake van toezicht over de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.

Artikel 248 zou er dan als volgt uit zien :

"§ 1. Geen artikel van de uitgaven van de begroting mag worden overschreden, en er mag geen overschrijving plaatshebben.

§ 2. Wanneer echter bij het afsluiten van een dienstjaar sommige posten bezwaard zijn met regelmatig en werkelijk aangegane verbintenissen tegenover schuldeisers van de gemeente, wordt het kredietgedeelte dat nodig is ter afrekening van de uitgave naar het volgende dienstjaar overgeschreven bij een beslissing van het college van burgemeester en schepenen welke bij de rekening van het afgesloten dienstjaar wordt gevoegd.

.../...

Over de aldus overgeschreven kredietgedeelten kan zonder verdere bemoeiing van de gemeenteraad worden beschikt.

§ 3. Voor de gemeenten van het Duitse taalgebied, voor de gemeenten opgenoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, kan de bestendige deputatie van de provincieraad bovendien overschrijdingen van de uitgaafartikelen van de begroting en andere overschrijvingen dan de in paragraaf 2 bedoelde toestaan.

Voor de gemeenten Komen-Waasten en Voeren is de voor het toestaan van de in het eerste lid bedoelde overschrijdingen en overschrijvingen bevoegde overheid de toezichthoudende overheid die bedoeld is in artikel 88ter van de gemeentewet, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging onder meer van de gemeentewet.

Over de krachtens paragraaf 2 overgeschreven kredietgedeelten kan worden beschikt zonder toestemming van de bestendige deputatie of van de toezichthoudende overheid die bedoeld is in artikel 88ter van de gemeentewet, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging onder meer van de gemeentewet".

Artikel 11.

Het ontworpen artikel behoort te worden aangevuld met de volgende tekst :

.../...

"3° in titel I van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, hoofdstuk VI, Gemeentelijke Politiereglementen, dat artikel 10 bevat".

Artikel 12.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking II, wordt voorgesteld paragraaf 1 van het ontworpen artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 12.-

§ 1. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° artikel 3;
2° artikel 5;
3° artikel 9.

§ 2. ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Voor paragraaf 3 wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"§ 3. Voor de gemeenten waarvan de gemeenteraad zulks heeft gevraagd bij een raadsbesluit dat aan de provinciegouverneur is medegedeeld uiterlijk 1 juli van het aan de voorgestelde datum voorafgaande jaar kan de Koning een vervroegde datum van inwerkingtreding vaststellen, met dien verstande dat die datum de 1ste januari van een van de jaren 1990 tot 1994 moet zijn".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme S. GUFFENS, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. S. GUFFENS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.